



# PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ

---

## PHASE 5 – Consultation des partenaires

Décembre 2024 à mars 2025

Avec le soutien de



agence nationale  
de la cohésion  
des territoires



## **1. Le contexte**

Le Projet de Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) volontariste de la Communauté de Communes du Sud Messin a été présenté et arrêté par délibération du conseil communautaire le 3 juillet 2024. Ce document de planification, qui a été réalisé par Inddigo et soutenu par l'ANCT, doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités par la déclinaison, sur plusieurs années, d'une feuille de route adaptée aux enjeux et moyens du territoire. Le plan d'actions présenté ci-dessous vient ainsi enrichir la stratégie initialement définie lors du conseil communautaire du 25 mars 2021 durant lequel la prise de compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) a été approuvée.

### **AXE 1 : « DEVELOPPER LA PRATIQUE DES MODES ACTIFS »**

- 1.1. Réaliser un schéma directeur cyclable pour définir la politique cyclable à mener**
- 1.2. Mettre en œuvre les actions du schéma directeur cyclable**
- 1.3. Assister les communes pour le dépôt de demandes de subvention et autres points techniques permettant la réalisation des travaux d'aménagements cyclables**

### **AXE 2 : « DEVELOPPER L'OFFRE DE TRANSPORTS COLLECTIFS ET FAVORISER L'INTERMODALITE »**

- 2.1. Créer des aires de mobilité en lien avec les partenaires**
  - 2.1.1. Aménager une aire de mobilité sur la commune de Verny*
  - 2.1.2 Valoriser et renforcer la gare de Rémillly*
- 2.2. Renforcer les échanges avec les collectivités et les établissements publics intercommunaux limitrophes**
  - 2.2.1. Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs*
  - 2.2.2. Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO*
- 2.3. S'intégrer à la démarche SERM Lorraine-Luxembourg**

### **AXE 3 : « FAVORISER LES MOBILITES PARTAGEES ET L'ELECTROMOBILITE »**

- 3.1. Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs**
- 3.2. Échanger avec des acteurs privés possédant des parcs de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition pour du covoiturage**
- 3.3. Conforter l'aire de covoiturage existante et en créer de nouvelles**
- 3.4. Maintenir le service de mobilité solidaire**
- 3.5. Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques**

### **AXE 4 : « PROMOUVOIR LES MODES DE DEPLACEMENTS PLUS ECOLOGIQUES**

- 4.1. Favoriser une mobilité active des enfants et des jeunes**
  - 4.1.1. Mettre en place le Savoir Rouler à Vélo (SRAV)*
  - 4.1.2. Mettre en place des pédibus*

#### **4.2. Communiquer sur les offres existantes et développer des événements sur la mobilité**

4.2.1. *Mettre en place des animations lors des semaines de la mobilité et du développement durable*

4.2.2. *Sensibiliser les jeunes à la mobilité*

#### **4.3. Echanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers**

#### **4.4. Engager un travail sur les mobilités avec les entreprises du territoire**

## **2. La procédure de consultation des partenaires**

Conformément aux articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des transports, le projet de Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) de la Communauté de Communes du Sud Messin a été soumis pour avis aux personnes publiques suivantes pendant trois mois à partir du **jeudi 5 décembre 2024** (*date de transmission du projet arrêté*) :

- Les 34 communes du Sud Messin
- Le Département de la Moselle
- La Région Grand Est
- La Préfecture
- Le SCoTAM
- L'Eurométropole de Metz
- La Communauté de Communes Haut Chemin-Pays de Pange
- La Communauté de Communes du District Urbain de Faulquemont
- La Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson
- La Communauté de Communes de Seille et Grand Couronné
- La Communauté de Communes du Saulnois

Au total, **23 réponses ont été réceptionnées**, parmi lesquelles 23 partenaires ont rendu un **avis favorable**.

Les avis recueillis auprès de l'ensemble des personnes publiques associées sont compilés ci-dessous et sont mis à disposition du public dans le cadre de la **phase de participation du public** d'une durée minimale de 21 jours, conformément *au II de l'article 123-19-1 du Code de l'environnement*.

Au terme de cette période de consultation, un délai de 4 jours minimum, avant l'approbation définitive, est instauré pour prendre en considération les observations, propositions déposées par le public et rédiger une synthèse. Par la suite, la synthèse des observations et propositions sera rendue publique, par voie électronique, avec l'indication de celles dont il a été tenu compte et les motifs de la décision.

Le projet de Plan de Mobilité Simplifié sera ainsi éventuellement modifié pour tenir compte des avis recueillis, avant d'être **définitivement approuvé par délibération du conseil communautaire**.

### 3. Synthèse des avis rendus

Parmi l'ensemble des personnes publiques associées (PPA) consultées, **23 partenaires** (dont 19 communes) ont donné un avis en délibérant sur le Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

PARTENAIRES	AVIS EXPRIME	DATE	PRECISION
Ancerville	Favorable	29 janvier 2025	Délibération n°07/29/01/2025
Aube	Favorable	18 mars 2025	Délibération D_2025_2_6
Béchy	Favorable	13 décembre 204	Délibération n°33-5.7
Beux	Favorable	19 décembre	Délibération 18-24-5.7
Buchy			
Chanville	Favorable	13 décembre 2024	Délibération 20.2024
Cheminot			
Chérisey	Favorable	18 décembre	Délibération DL-2024_05-6
Fleury	Favorable	10 février 2025	Délibération n°160
Flocourt			
Foville	Favorable	31 janvier 2025	Délibération n°DL-2025_01-1
Goin	Favorable	27 décembre 2024	Délibération n°27/12/2024
Lemud			
Liéhon			
Louvigny	Favorable	11 février 2025	Délibération S_2025_1_11
Luppy	Favorable	16 décembre 2024	Délibération n°21/2024/5.7
Moncheux			
Orny			
Pagny-lès-Goin	Favorable	17 décembre 2024	Délibération n°24.2024
Pommérieux			
Pontoy			
Pournoy-la-Grasse	Favorable	13 janvier 2025	Délibération 2025 /03
Rémilly	Favorable	24 février 2025	Délibération n°1 2025/02/24
Sailly-Achâtel			
Saint-Jure			
Secourt			
Sillegny	Favorable	19 décembre 2024	-
Silly-en-Saulnois			
Solgne	Favorable	19 décembre 2024	Délibération n°48.2024
Thimonville	Favorable	17 janvier 2025	Délibération n°2025-02
Tragny			
Verny	Favorable	3 février 2025	Délibération n°2025/006
Vigny			



Vulmont	Favorable	25 mars 2025	Délibération DL-2025_06-1
Région Grand Est			
Département de la Moselle	Salue la qualité de la réflexion et l'engagement en faveur du développement des pistes cyclables et des connexions en transports en commun.	3 mars 2025	Courrier du 3 mars 2025
Schéma de Cohérence Territoriale de l'Agglomération Messine (SCoTAM)	Le PdMS apparait en phase avec les orientations et objectifs du SCOTAM.	7 février 2025	Courrier du 7 février 2025
Préfecture	Les actions sont pertinentes et adaptés au territoire. Encouragement à poursuivre la réflexion, à décliner et prioriser les actions à court et moyen termes.	28 février 2025	Courrier du 28 février 2025
Eurométropole de Metz	Favorable	3 mars 2025	Courrier du 3 mars 2025

### Retours sur les observations

PARTENAIRES	ACTIONS CONCERNEES	REMARQUES
Ancerville	-	Pas de remarque
Aube	-	Pas de remarque
Béchy	-	Pas de remarque
Beux	-	Pas de remarque
Buchy		
Chanville	-	Pas de remarque
Cheminot		
Chérisey	-	Pas de remarque
Fleury	-	Pas de remarque
Flocourt		
Foville	-	Pas de remarque
Goin	-	Pas de remarque
Lemud		
Liéhon		
Louvigny	-	Pas de remarque
Luppy	-	Pas de remarque
Moncheux		
Orny		
Pagny-lès-Goin	-	Pas de remarque
Pommérieux		
Pontoy	Remarques générales	<ul style="list-style-type: none"> <li>Des précisions ont été demandées par téléphone sur les documents qui composent le PdMS et notamment des définitions et explications de certains termes/passages (<i>mobilités actives, autosolisme, lignes de covoiturage, autopartage, écomobilité, le cadre juridique de la coopération entre EPCI en matière de mobilité</i>). Néanmoins, pas de</li> </ul>

		propositions, ou remarques particulières concernant les actions du PDMS
<b>Pournoy-la-Grasse</b>	-	Pas de remarque
<b>Rémilly</b>	<b>Action 3.3. Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Une zone de covoiturage pourrait être envisagée sur la Zone des 5 Epis</li> </ul>
	Remarque sur du TC	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un transport collectif entre les principales communes (Rémilly, Solgne, Verny) pourrait être envisagé durant les petites vacances scolaires - durant lesquelles le périscolaire n'est ouvert qu'une semaine sur deux - afin de mutualiser périscolaires.</li> </ul>
Sailly-Achâtel		
Saint-Jure		
Secourt		
<b>Sillegny</b>	-	Pas de remarque
Silly-en-Saulnois		
<b>Solgne</b>	-	Pas de remarque
<b>Thimonville</b>	-	Pas de remarque
Tragny		
<b>Verny</b>	-	Pas de remarque
Vigny		
<b>Vulmont</b>	-	Pas de remarque
Région Grand Est		
<b>Département de la Moselle</b>	<b>Action 1.1. Réaliser un SDC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>A ce stade, aucune liaison n'est précisée dans le PDMS, il serait pertinent d'intégrer dans le futur schéma les itinéraires départementaux du Schéma Départemental des Mobilités Actives (SDMA) pour articulation.</li> </ul>
	<b>Action 1.2. Mettre en œuvre les actions du SDC</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département peut être un partenaire financier dans le cadre du dispositif Ambition Moselle qui, sous conditions de conformité avec le SDMA, peut être activé pour le financement d'aménagements cyclables.</li> <li>Les aménagements sur le domaine public routier départemental devront faire l'objet d'une convention entre le Département et le porteur de projet avant tout démarrage de travaux. Le Département pourra participer aux échanges techniques via la concertation avec l'Unité Technique Territoriale (UTT) de Metz-Orne.</li> </ul>
	<b>Action 1.3. Assister les communes pour le dépôt de demande de subvention et autres points techniques</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le programme ALVEOLE+ permet des aides au financement des équipements, d'accueil des vélos, le financement de formations à la pratique du vélo, accompagnement à la maîtrise d'ouvrage.</li> <li>A noter que le dispositif Ambition Moselle pour le financement d'itinéraires cyclables compatibles avec le SDMA ne s'applique qu'aux projets portés par les EPCI</li> </ul>
	<b>3.1. Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département de la Moselle promeut le covoiturage auprès de ses agents. La promotion des mobilités durables est également effectuée au travers du remboursement à hauteur de 75 % des abonnements de transports hebdomadaires et mensuels, y compris les abonnements de location de vélo.</li> <li>Se rapprocher du Service de l'Environnement et du Développement Durable pour étudier les convergences de communication avec les actions portées par la CCSM qui pourraient être menées auprès des agents travaillant sur des sites départementaux du territoire (Collèges, Academos, centres Moselle solidarité, centres routiers d'exploitation).</li> </ul>

	<b>3.2. Echanger avec des acteurs privés possédant des parcs privés de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition de places de stationnement covoiturage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département pourra participer aux échanges techniques via la concertation avec l'Unité Technique Territoriale (UTT) de Metz-Orne.</li> </ul>
	<b>3.3. Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département ne réalise plus directement un schéma des aires de covoiturations. Cette thématique sera intégrée comme composante du futur Schéma Départemental des Mobilités en cours d'élaboration. Cependant, selon la localisation des projets, le Département de la Moselle peut céder à l'Euro symbolique les délaissés routiers en vue de leur conversion en aire de covoiturage.</li> <li>Le Département pourra participer aux échanges techniques via la concertation avec l'Unité Technique Territoriale (UTT) de Metz-Orne, notamment pour la réalisation des accès de ces aires de covoiturage au réseau routier départemental.</li> </ul>
	<b>4.2.1. Mettre en place des animations lors de la semaine de la mobilité et de la semaine du développement durable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département de la Moselle propose un Appel à projet "Semaine développement durable" destiné aux EPCI afin d'aider à financer les actions et animations organisées à l'intention du grand public lors de la Semaine Européenne du Développement Durable.</li> </ul>
	<b>4.2.2. Sensibiliser les jeunes à la mobilité</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département de la Moselle participe chaque année au défi mobilités "Au collège, j'y vais autrement". Il peut être intéressant de mobiliser les collèges du territoire (REMILLY et VERNY) à participer à ce défi ayant lieu au mois de mai. Pour cela, la CCSM peut se rapprocher du Service Environnement et Développement Durable pour identifier les pistes de collaboration pour les collèges du territoire. La CCSM peut également s'inscrire comme partenaire de ce défi mobilisateur du grand public et des écoles, aux mobilités actives (cf. <a href="http://www.defi-jyvais.fr">www.defi-jyvais.fr</a>).</li> <li>Enfin, le catalogue des animations d'éducation à l'environnement proposé par le Département peut permettre d'aborder le sujet des conséquences de la mobilité carbonée sur le climat.</li> </ul>
	<b>4.3. Echanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le dispositif AMISSUR, voire Ambition Moselle (ou le dispositif suivant), peuvent être mobilisés pour réaliser des aménagements de sécurité pour les piétons ou les modes actifs, en agglomération ou hors agglomération.</li> <li>L'Unité Technique Metz-Orne sera votre interlocuteur privilégié dans le cadre d'aménagements prévus aux abords de RD.</li> </ul>
	<b>4.4. Engager un travail sur les mobilités avec les employeurs</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le Département de la Moselle participe chaque année au défi mobilités "Au boulot, j'y vais autrement". Il sensibilise et mobilise ses agents à participer à ce défi ayant lieu au mois de mai.</li> </ul>
	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>Dans son courrier du 7 février 2025, le SCoTAM a rappelé les principales orientations et objectifs en lien avec le PDMS et notamment l'approche paysagère à prendre en compte lors d'aménagements ou encore la mise en place d'une stratégie foncière autour des anciennes emprises ferroviaires (voie ferrée Metz-Château-Salins) pour des projets de transport ou de valorisation touristique.</li> </ul>

SCoTAM	<p><b>Action 1.1. Réaliser un SDC</b></p> <p><b>Action 1.2. Mettre en œuvre les actions du SDC</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer une démarche paysagère afin de garantir des aménagements cyclables pratiques et agréables, des choix d'itinéraires adaptés aux déplacements du quotidiens/travail mais également loisirs/découverte.</li> <li>Mentionner dans le PDMS l'itinéraire Metz-Verny-Solgne inscrit au schéma cyclable fonctionnel du SCoTAM prévu à la cible 8.9 du DOO.</li> </ul>
	<p><b>Action 2.1. Créer des aires de mobilité</b></p> <p><b>Action 3.3. Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles</b></p>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Intégrer une démarche paysagère en faveur de la qualité d'usages des espaces fréquentés et traversés. Mettre en place une gestion des franges, articuler les différents espaces entre eux, gérer les eaux pluviales via des matériaux drainants et une végétalisation, gérer l'ombrage et les îlots de chaleur.</li> <li>Localiser de futurs points possibles d'autopartage.</li> <li>Il apparaît important de réaliser des abris vélos sécurisés dans les stations intermodales.</li> <li>Consolider les itinéraires sécurisés en modes actifs pour se rendre aux futures stations intermodales (aire de mobilité).</li> <li>Programmer la réalisation d'aires de covoiturage de Rémyilly et Verny.</li> <li>Décliner dans le PdMS le principe de station intermodale fléchée dans le DOO aux alentours de Solgne en complément de celle de Verny ou de justifier son absence dans le dossier.</li> <li>Décliner la cible 8.5 du DOO stipulant des actions liées au rabattement modal et notamment la mise en place d'aménagements pour faciliter les correspondances entre autocars et trains (conditions d'arrêt et de stationnement).</li> </ul>
	<b>Action 3.5. Déployer des IRVE</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Définir des secteurs pour les emplacements des infrastructures de recharge de véhicules électriques.</li> </ul>
	-	<ul style="list-style-type: none"> <li>D'explorer et de développer la piste des véhicules autonomes en partenariat avec des entreprises ou des organismes spécialisés, en évaluant les avantages, les risques et la faisabilité dans le contexte local. A ce titre, le réinvestissement des anciennes emprises ferroviaires du territoire pourrait être intéressant pour le déploiement de l'expérimentation des véhicules autonomes (en lien avec la cible 6.7 du DOO mentionnée précédemment)</li> </ul>
	<b>Remarques sur le diagnostic</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Les données concernant la demande de mobilité pourront être actualisées dès lors que les résultats de l'enquête de mobilité menée par la Région Grand Est seront publiés. Ces données permettront d'affiner et de prioriser les actions de la CCSM.</li> </ul>
Préfecture	<b>Action 4.1.2. Mettre en place des pédibus</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La marche est le deuxième mode de déplacement du Sud Messin mais cette pratique reste peu utilisée entre les villages et au sein des villages, notamment pour les personnes à mobilité réduite et les jeunes.</li> <li>Vous envisagez la mise en place d'un pédibus pour répondre au développement de la pratique de la marche pour que les jeunes puissent se rendre à l'école. La réussite de ce changement de pratique passe également par la sécurisation des itinéraires piétons à proximité des écoles. Ainsi, il convient également de prévoir une action permettant d'améliorer et de sécuriser les cheminements piétons aux abords et vers les établissements scolaires.</li> </ul>

	Remarque sur les enjeux et le PLUi	<ul style="list-style-type: none"> <li>Un des enjeux vise à « réorienter les habitants vers le territoire ». Les actions envisagées (notamment le schéma cyclable) vont dans le bon sens pour y répondre. Une approche transversale, en lien avec les thématiques de l'urbanisme, du développement économique, du maintien des commerces de proximité, de la mutualisation des équipements et des services, est nécessaire. Ainsi une réflexion à l'échelle de l'EPCI par le biais d'un PLUi, par exemple, semble indiquée.</li> </ul>
	2.1.2. Valoriser et renforcer la gare de Rémilly	<ul style="list-style-type: none"> <li>Encouragement à prendre contact avec SNCF immobilier pour étudier les possibilités de valorisation du foncier aux abords de la gare et ainsi envisager la création d'un véritable pôle d'échange multimodal, dont l'accessibilité à pied, à vélo, en voiture est à améliorer et sécuriser.</li> </ul>
Eurométropole de Metz	Action 2.1.1. Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs	<ul style="list-style-type: none"> <li>La Communauté de Communes du Sud Messin identifie l'Eurométropole comme partenaire mobilisable (tableau page 20) mais sans citer la Région Grand Est, qui doit être associée aux et dont l'accord préalable sera indispensable à la mise en œuvre d'une liaison inter-EPCI.</li> <li>La coordination avec la Région Grand Est sera d'autant plus indispensable au regard des travaux menés sur le SERM Lorraine-Luxembourg, et plus particulièrement de la composante routière de ce projet.</li> <li>En termes de coopération inter-EPCI, l'Eurométropole ne souhaite pas multiplier la création de structures administratives dédiées, notamment en phase de construction de projets de mobilité. Aussi, <b>je privilégierai la mise en place de conventionnements bilatéraux pour engager des démarches expérimentales dans un premier temps</b>, et ce sous réserve de l'accord de la Région Grand Est, qui reste compétente pour les liaisons inter-EPCI.</li> <li>Pour ce qui relève du <b>financement</b> des lignes pénétrant le ressort territorial de l'Eurométropole, la position retenue par la collectivité à ce stade prévoit que <b>l'EPCI voisin finance</b> la mise en place de la ligne en rabatement sur le territoire de l'Eurométropole de Metz. En fonction des impacts mesurés sur le réseau Le Met', et notamment des <b>besoins de renfort d'offres qui seraient rendus nécessaires par ce rabatement, l'EPCI voisin serait appelé au financement de ces derniers</b>.</li> <li>En fonction des évolutions de service, les montants concernés peuvent être importants et ne pourront pas faire l'objet de subvention de la part de l'Eurométropole. Dans ce cadre, la levée d'un Versement Mobilité à l'échelle de votre EPCI serait à même de constituer une ressource financière dédiée à cette action.</li> <li>En cas de conventionnement avec l'Eurométropole de Metz, <b>l'extension des lignes P101 et P102 n'apparaît pas comme le scénario le plus adapté pour les usagers</b>. Il s'agit actuellement de lignes dont les temps de parcours sont déjà très longs (près d'une heure de trajet entre le Pôle d'Echange Multimodal (PEM) et Lorry-Mardigny), et qui présentent également des taux de charges importants sur les services des heures de pointe.</li> <li>Aussi, <b>une solution correspondant à la mise en place de navettes dédiées en rabatement sur le pôle d'échange « Costes et Bellonte » ou « P+R Faubourg » serait à privilégier</b>. La perspective de la mise en service de la ligne METTIS C à l'horizon 2027 permettrait d'absorber plus facilement le report de vos usagers au niveau de l'arrêt Costes et Bellonte. Quel que soit le choix qui sera opéré, les questions de la tarification et de la billettique pour les usagers devront être traitées.</li> </ul>

		<ul style="list-style-type: none"> <li>Concernant la ligne P113, votre document mentionne l'existence d'une offre portée majoritairement par du Transport à la Demande (TAD). Or, depuis septembre 2024, les services de la ligne P113 ont été renforcés et rabattus à l'arrêt « Faubourg », avec une augmentation significative du nombre de courses régulières.</li> </ul>
	<b>Action 2.2.2.</b> <b>Echanger avec la</b> <b>Région Grand est</b> <b>concernant les</b> <b>lignes régulières et</b> <b>scolaires FLUO</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>Le document regrette la faiblesse de l'offre FLUO mais n'évoque pas la possibilité pour la Communauté de Communes du Sud Messin, de développer une offre régulière qui viendrait renforcer les lignes FLUO à l'intérieur de son périmètre.</li> </ul>
	<b>Au sujet du réseau</b> <b>cyclable</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>La mise en œuvre d'une <b>continuité cyclable structurante via Coin-sur-Seille est effectivement privilégiée</b> par l'Eurométropole de Metz, notamment dans le cadre de son Schéma Directeur Cyclable en cours de révision.</li> </ul>
	<b>Au sujet du</b> <b>covoiturage</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Eurométropole de Metz reste <b>favorable à une réflexion commune sur le sujet du covoiturage</b> dans des conditions similaires à celles partagées avec le Pays Boulageois. Dans ce cadre, l'Eurométropole de Metz autorise la mise en œuvre de stations sur son territoire mais elle ne subventionne pas la pratique du covoiturage. L'Eurométropole a fait le choix de prioriser la <b>construction de nouvelles aires de covoiturage le long de l'A31 ou de la RN431.</b></li> </ul>
	<b>Au sujet de la mise</b> <b>en œuvre de la Zone</b> <b>à Faibles Emissions</b> <b>mobilités (ZFE-m)</b>	<ul style="list-style-type: none"> <li>L'Eurométropole de Metz, territoire de vigilance, devait mettre en œuvre une Zone Faibles Emissions mobilité à compter du 1er janvier 2025, conformément aux dispositions de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. La définition du périmètre de la ZFE-m s'est appuyée sur la carte stratégique de la qualité de l'air d'ATMO Grand Est, qui fait logiquement apparaître la prépondérance des grands axes de circulation, et en particulier l'autoroute A31, comme source de pollution au dioxyde d'azote (NO2) et aux particules fines.</li> <li>Aussi, la confirmation, le 1er octobre 2024, de l'autorisation de l'Etat d'inclure l'autoroute A31 dans le périmètre de la ZFE-m de l'Eurométropole de Metz a permis de finaliser le scénario et de poursuivre l'étude réglementaire et la rédaction du projet d'arrêté.</li> <li>Ces éléments devraient être disponibles au cours du printemps, permettant ainsi d'engager la phase de concertation du public et du recueil de l'avis des Personnes Publiques Associées à partir de l'été. <b>Le délai de mise en œuvre effective de la ZFE-M dépendra des retours de ces démarches obligatoires de concertation.</b></li> </ul>

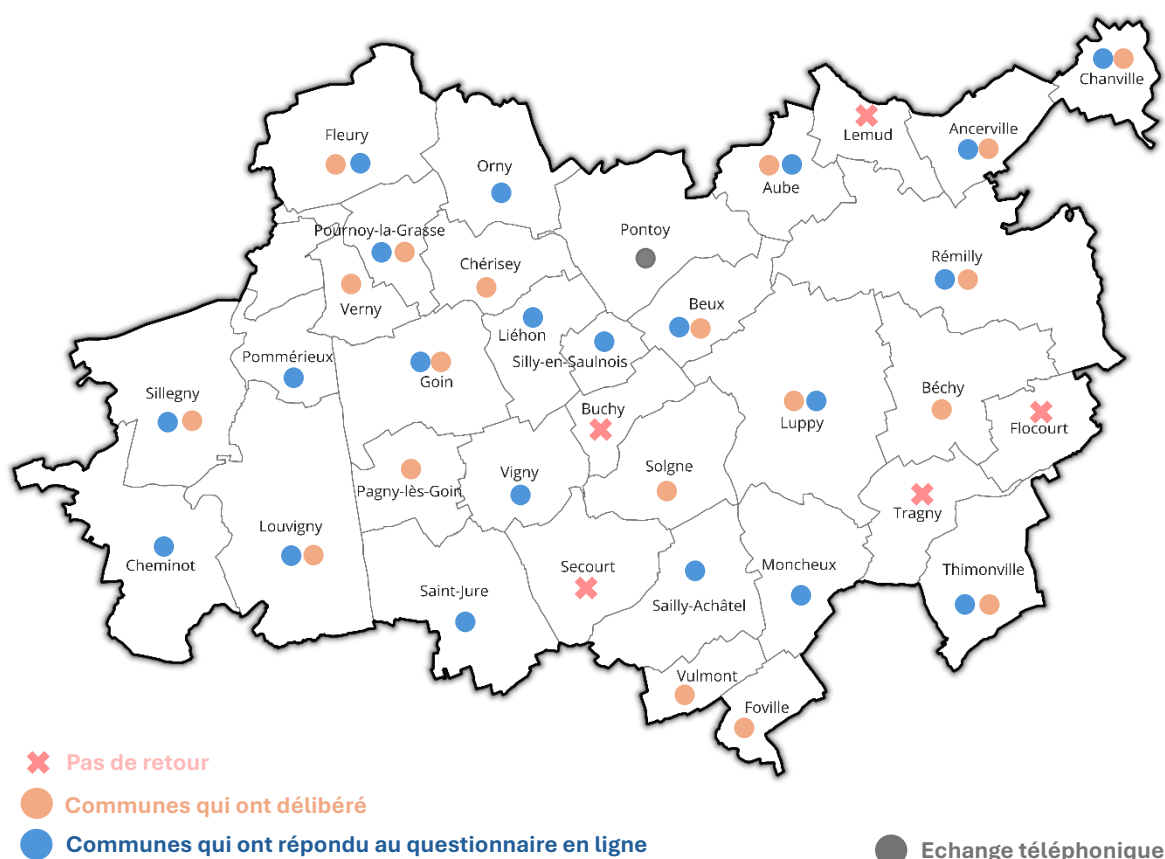


## 4. Consultation des communes par questionnaire en ligne

Un court questionnaire en ligne a été proposé aux élus qui n'ont pas eu le temps de délibérer durant la phase de consultation obligatoire. Ce questionnaire permettait pour chaque action du PdMS de recueillir le retour des élus. En effet, ils étaient invités à répondre soit par « *je suis plutôt favorable à cette proposition* » ou par « *cette proposition n'est pas prioritaire selon moi* ». Une question ouverte était également proposée, permettant aux élus de développer des idées ou des recommandations sur certaines actions.

Le questionnaire a en outre été envoyé aux élus qui avaient déjà délibéré pour recueillir des précisions complémentaires sur les actions considérées comme prioritaires ou non prioritaires.

**21 communes** ont répondu au questionnaire (soit **62 %** des communes du Sud Messin)  
**29 communes (85 %)** ont donné un avis soit par le biais du questionnaire, soit par délibération



## Classement des actions du PDMS par priorité selon les retours des maires

**AXE 1 : DEVELOPPER  
LA PRATIQUE DES  
MODES ACTIFS**

**AXE 2 : DEVELOPPER  
LA PRATIQUE DES  
MODES ACTIFS**

**AXE 3 : FAVORISER LES  
MOBILITÉS PARTAGÉES  
ET L'ÉLECTOMOBILITÉ**

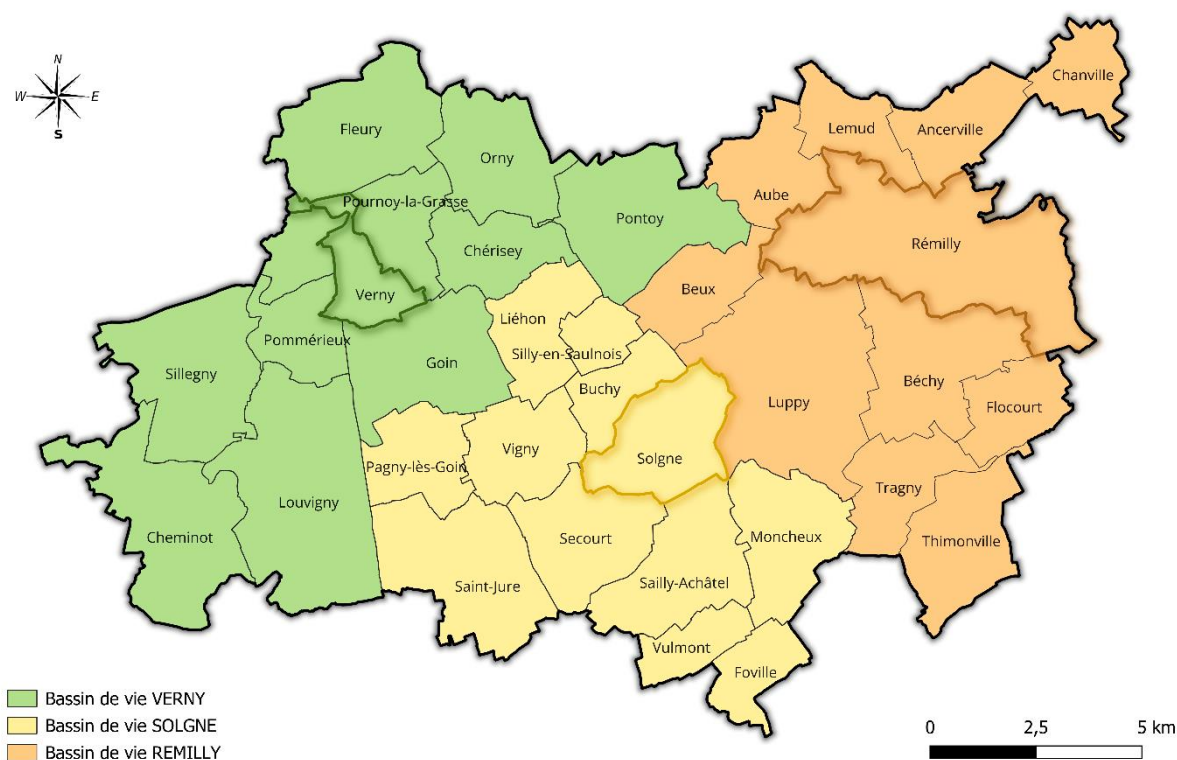
**AXE 4 : PROMOUVOIR LES  
MODES DE DÉPLACEMENTS  
PLUS ÉCOLOGIQUES**

AXE	N° ACTION	INTITULE DE L'ACTION	Plutôt favorable	Pas prioritaire
4	4.3	Echanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers	95%	5%
2	2.2.1	Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs	90%	10%
2	2.2.2	Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO	86%	14%
3	3.1	Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs	86%	14%
3	3.4	Maintenir le service de mobilité solidaire	86%	14%
2	2.1.2	Valoriser et renforcer la gare de Rémyilly	81%	19%
3	3.3	Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles	76%	24%
4	4.4	Engager un travail sur les mobilités avec les employeurs	76%	24%
4	4.2.2	Sensibiliser les jeunes à la mobilité	71%	29%
1	1.1	Réalisation un schéma directeur cyclable	67%	33%
1	1.2	Mettre en œuvre les actions du schéma directeur cyclable	67%	33%
1	1.3	Assister les communes pour le dépôt de demandes de subvention et autres points	67%	33%
2	2.1.1	Aménager une aire de mobilité sur la commune de Verny	67%	33%
3	3.5	Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques	62%	38%
4	4.1.1	Mettre en place le Savoir Rouler à Vélo (SRAV)	57%	43%
4	4.2.1	Mettre en place des animations lors de la semaine de la mobilité et la semaine du développement durable	57%	43%
2	2.3	Participer à la démarche SERM	52%	48%
3	3.2	Echanger avec des acteurs privés possédant des parcs privés de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition de places de stationnement covoiturage	48%	52%
4	4.1.2	Mettre en place des pédibus	29%	71%

21 maires de la Communauté de Communes du Sud Messin ont répondu au questionnaire permettant ainsi de préciser les actions qui semblent prioritaires et celles qui le sont moins.

- **Certaines actions ont recueilli un large consensus des maires** à l'image des actions **4.3.** (*Échanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers*) **2.2.1.** (*Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs*), **2.2.2.** (*Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO*), **3.1** (*Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs*) et **3.4** (*Maintenir le service de mobilité solidaire*) qui ont obtenu **85 % ou plus d'avis plutôt favorables**.
- Au contraire, plusieurs actions du PDMS ne sont pas identifiées comme prioritaires par la majorité des maires qui ont répondu au questionnaire. C'est notamment le cas des actions **3.2.** (*Echanger avec des acteurs privés possédant des parcs privés de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition de places de stationnement covoiturage*) et **4.1.2.** (*Mettre en place des pédibus*).
- Certaines actions identifiées comme n'étant pas prioritaires sont des actions qui peuvent être facilement mises en place et dont les coûts sont potentiellement limités. Dans le cadre de l'action **3.2.** par exemple, la mobilisation de parkings préexistants est une opportunité pour limiter les coûts d'investissement et la consommation foncière, tout en développant du stationnement réservé au covoiturage sur le territoire.

### Classement des actions prioritaires par bassin de vie (Rémilly, Verny et Solgne)



AXE	N° ACTION	ACTIONS	Plutôt favorable	Pas prioritaire
2	2.2.1	Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs	100%	0%
4	4.3	Echanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers	100%	0%
2	2.2.2	Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO	88%	13%
2	2.1.2	Valoriser et renforcer la gare de Rémyilly	88%	13%
3	3.5	Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques	88%	13%
4	4.4	Engager un travail sur les mobilités avec les employeurs	88%	13%
1	1.1	Réalisation un schéma directeur cyclable	75%	25%
1	1.2	Mettre en œuvre les actions du schéma directeur cyclable	75%	25%
1	1.3	Assister les communes pour le dépôt de demandes de subvention et autres points	75%	25%
2	2.1.1	Aménager une aire de mobilité sur la commune de Verny	75%	25%
3	3.1	Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs	75%	25%
3	3.4	Maintenir le service de mobilité solidaire	75%	25%
3	3.3	Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles	75%	25%
4	4.2.2	Sensibiliser les jeunes à la mobilité	75%	25%
4	4.2.1	Mettre en place des animations lors de la semaine de la mobilité et la semaine du développement durable	75%	25%
2	2.3	Participer à la démarche SERM	63%	38%
3	3.2	Echanger avec des acteurs privés possédant des parcs privés de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition de places de stationnement covoiturage	63%	38%
4	4.1.1	Mettre en place le Savoir Rouler à Vélo (SRAV)	63%	38%
4	4.1.2	Mettre en place des pédibus	50%	50%

### PRIORITES DES MAIRES DU BASSIN DE VERNY

(8 répondants sur 11 communes soit 72 %)

AXE	N° ACTION	ACTIONS	Plutôt favorable	Pas prioritaire
3	3.1	Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs	83%	17%
3	3.4	Maintenir le service de mobilité solidaire	83%	17%
4	2.2.1	Echanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers	83%	17%
1	1.1	Réalisation un schéma directeur cyclable	67%	33%
1	1.2	Mettre en œuvre les actions du schéma directeur cyclable	67%	33%
1	1.3	Assister les communes pour le dépôt de demandes de subvention et autres points	67%	33%
2	2.2.1	Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs	67%	33%
2	2.2.2	Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO	67%	33%
3	3.3	Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles	67%	33%
4	4.4	Engager un travail sur les mobilités avec les employeurs	67%	33%
4	4.2.2	Sensibiliser les jeunes à la mobilité	67%	33%
2	2.1.1	Aménager une aire de mobilité sur la commune de Verny	50%	50%
2	2.1.2	Valoriser et renforcer la gare de Rémyilly	50%	50%
3	3.5	Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques	50%	50%
4	4.1.1	Mettre en place le Savoir Rouler à Vélo (SRAV)	50%	50%
4	4.2.1	Mettre en place des animations lors de la semaine de la mobilité et la semaine du développement durable	50%	50%
2	2.3	Participer à la démarche SERM	33%	67%
3	3.2	Echanger avec des acteurs privés possédant des parcs privés de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition de places de stationnement covoiturage	33%	67%
4	4.1.2	Mettre en place des pédibus	17%	83%

### PRIORITES DES MAIRES DU BASSIN DE SOLGNE

(6 répondants sur 12 communes soit 50 %)

AXE	N° ACTION	ACTIONS	Plutôt favorable	Pas prioritaire
2	2.1.2	Valoriser et renforcer la gare de Rémillly	100%	0%
2	2.2.2	Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO	100%	0%
2	2.2.1	Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs	100%	0%
3	3.1	Poursuivre le développement du dispositif d'incitation financière et de mise en relation des covoitureurs	100%	0%
3	3.4	Maintenir le service de mobilité solidaire	100%	0%
4	4.3	Echanger avec les gestionnaires concernant les aménagements routiers	100%	0%
3	3.3	Conforter l'aire de covoiturage existante et en aménager de nouvelles	86%	14%
2	2.1.1	Aménager une aire de mobilité sur la commune de Verny	71%	29%
2	2.3	Participer à la démarche SERM	71%	29%
4	4.4	Engager un travail sur les mobilités avec les employeurs	71%	29%
4	4.2.2	Sensibiliser les jeunes à la mobilité	71%	29%
1	1.1	Réalisation un schéma directeur cyclable	57%	43%
1	1.2	Mettre en œuvre les actions du schéma directeur cyclable	57%	43%
1	1.3	Assister les communes pour le dépôt de demandes de subvention et autres points	57%	43%
4	4.1.1	Mettre en place le Savoir Rouler à Vélo (SRAV)	57%	43%
3	3.5	Déployer des infrastructures de recharge pour véhicules électriques	43%	57%
3	3.2	Echanger avec des acteurs privés possédant des parcs privés de stationnement pour proposer un conventionnement de mise à disposition de places de stationnement covoiturage	43%	57%
4	4.2.1	Mettre en place des animations lors de la semaine de la mobilité et la semaine du développement durable	43%	57%
4	4.1.2	Mettre en place des pédibus	14%	86%

**PRIORITES DES MAIRES DU BASSIN DE REMILLY**  
(7 répondants sur 11 communes soit 63 %)

Une question ouverte a également permis aux maires du Sud Messin d'exprimer leurs remarques et de formuler des propositions visant à répondre aux principaux enjeux du territoire ainsi qu'aux attentes des élus et de la population.

Parmi les retours des maires, on note une **proposition de renforcement des liaisons entre la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson et le Sud Messin**. Ces connexions n'avaient, en effet, pas été identifiées dans les fiches actions.

Les retours portent également sur **les connexions avec l'Eurométropole de Metz, et notamment sur la nécessité de renforcer l'offre en transports collectifs vers Metz**. Pour ce faire, il est demandé à la Communauté de Communes de conclure une convention avec l'Eurométropole concernant les transports collectifs.

**Remarque :** la Communauté de Communes a inscrit dans son PDMS une action sur le renforcement des échanges et de la coopération avec les EPCI limitrophes. L'objectif de cette action est d'entamer des discussions et réflexions sur la mobilité avec les EPCI limitrophes afin d'explorer les connexions envisageables entre nos territoires. En outre, l'Eurométropole de Metz a précisé dans son avis les modalités de coopération qui sont aujourd'hui à privilégier.

Un autre retour au sujet du Plan de Mobilité Simplifié précise que les actions proposées semblent aller dans une démarche d'attractivité du territoire.

Les différents avis formulés dans le cadre de la phase de consultation des partenaires ont permis d'amender le plan d'actions du PDMS.



Plusieurs fiches actions ont été modifiées ou simplement complétées (exemple : précisions du contexte, des objectifs et modalités, du pilotage et des résultats). C'est notamment le cas des actions **2.2.1** et **4.1.2**, qui ont vu leur intitulé être modifié afin de prendre en compte les recommandations des personnes publiques associées (PPA).

L'action **2.2.1** « *Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs* » a été renommée en « **Renforcer les échanges et le travail avec les EPCI limitrophes** » dans l'optique d'inclure à la fois l'ensemble des EPCI limitrophes (*et pas uniquement l'Eurométropole, même si cette dernière polarise la majorité des flux en provenance du Sud Messin*), et d'élargir les potentielles coopérations à l'ensemble des mobilités. Cela permet de prendre en compte la proposition des maires quant au renforcement des liaisons vers la Communauté de Communes du Bassin de Pont-à-Mousson et, en même temps, d'élargir la réflexion sur des connexions avec d'autres EPCI (en cohérence avec la sollicitation du PETR Val de Lorraine, qui souhaite amorcer une étude sur les coopérations à envisager en matière de mobilité).

L'action **4.1.2**, « *Mettre en place des pédibus* » a également été renommée en « **Sécuriser les cheminements piétons menant aux établissements scolaires et mettre en place des pédibus** ». Cette modification a été effectuée pour prendre en compte l'avis de la Préfecture, qui nous recommandait d'intégrer une action sur la sécurisation des itinéraires piétons à proximité des écoles, en lien avec l'action sur le développement de la marche (mise en place de pédibus). Cette fiche comprend désormais des objectifs de développement de la pratique de la marche pour se rendre aux établissements scolaires, ainsi que de désengorgement des voies autour des établissements scolaires et d'amélioration de la sécurité.

Des réflexions pourront, à l'avenir, être poursuivies afin d'amender le PDMS et ses fiches actions.





**PRÉFET  
DE LA MOSELLE**

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

**Direction départementale  
des territoires**

Metz, le 28 FEV. 2025

Service Connaissance et Accompagnement  
Affaire suivie par : Valérie Muller  
Tél : 03.87.34.34.72  
Mél : [valerie-i.muller@moselle.gouv.fr](mailto:valerie-i.muller@moselle.gouv.fr)

Le préfet

à

Madame Brigitte Torloting  
Présidente de la CC du Sud Messin  
2 rue Pilâtre de Rozier  
57420 GOIN

Par courrier du 2 décembre 2024, vous sollicitez mon avis sur votre projet de Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) et je vous en remercie.

Pour la réalisation de cette étude, vous avez bénéficié d'un accompagnement de l'ANCT, via le marché à bons de commande. Le bureau d'étude Inddigo a été mandaté pour réaliser la prestation. Les travaux ont permis d'aboutir fin 2024 à un document finalisé proposant une stratégie des mobilités et un plan d'actions sur le territoire de votre EPCI. Pour assurer le suivi et la mise en œuvre de votre démarche, vous avez par ailleurs, recruté un chargé de mission contractuel.

D'une manière générale, je salue le travail de diagnostic de votre document. Les données concernant la demande de mobilité pourront être actualisées dès lors que les résultats de l'enquête de mobilité menée par la Région Grand Est seront publiés. Ces données vous permettront d'affiner et de prioriser vos actions.

À la lecture du document, je vous invite à tenir compte, dans la mesure du possible, des observations suivantes :

- Il ressort du diagnostic que la marche est le 2ème mode de déplacement (31 % de la part modale), mais que cette pratique reste peu utilisée entre les villages et au sein des villages, notamment pour les personnes à mobilité réduite (personnes âgées, adulte avec poussette...) et les jeunes. Sur ce deuxième point, vous envisagez la mise en place d'un pédibus pour répondre au développement de la pratique de la marche pour que les jeunes puissent se rendre à l'école. La réussite de ce changement de pratique passe également par la sécurisation des itinéraires piétons à proximité des écoles. Ainsi, il convient également de prévoir une action permettant d'améliorer et de sécuriser les cheminements piétons aux abords et vers les établissements scolaires.

- Un des enjeux vise à « réorienter les habitants vers le territoire ». Les actions que vous envisagez (notamment schéma cyclable) vont dans le bon sens pour y répondre. Une approche transversale, en lien avec les thématiques de l'urbanisme, du développement économique, du maintien des commerces de proximité, de la mutualisation des équipements et des services, est nécessaire. Ainsi une réflexion à l'échelle de l'EPCI par le biais d'un PLUi, par exemple, me semble indiquée.
- Pour l'action 2.1.2 « valoriser et renforcer l'attractivité de la gare de Rémilly », je ne peux que vous encourager à prendre contact avec SNCF Immobilier pour étudier les possibilités de valorisation du foncier aux abords de la gare et ainsi envisager la création d'un véritable pôle d'échange multimodal, dont l'accessibilité à pied, à vélo, en voiture est à améliorer et à sécuriser.

En conclusion, les actions de votre projet de PDMS sont pertinentes et adaptées à votre territoire. Je ne peux que vous encourager à poursuivre votre réflexion, à décliner et à prioriser vos actions, à court et moyen termes, à les mettre en œuvre et à mobiliser vos partenaires pour les financer.

La direction départementale des territoires reste à votre disposition pour vous accompagner dans cette démarche.

*Pour le préfet,*  
Pour le préfet,  
Le secrétaire général,

Richard Smith

DPAT/D2AT

Affaire suivie par :

Philippe GOY

☎ 03 87 78 07 59

N/Réf. : D2AT/CB/PGO25006

Objet : Plan de Mobilité Simplifié – Consultation pour avis des personnes publiques associées

PJ : 4

Madame Brigitte TORLOTING

Présidente de la Communauté de Communes  
du Sud Messin

2, rue Pilâtre de Rozier

57420 GOIN

METZ, le – 3 MARS 2025

Madame la Présidente,

La Communauté de Communes du Sud Messin s'est engagée dans un Plan de Mobilité Simplifié (PDMS) que vous avez transmis pour avis au Département de la Moselle.

Je tiens à saluer la qualité de votre réflexion et votre volonté de création de liens cyclables et en transports en commun vers les EPCI voisins.

Après analyse de votre plan d'action, vous trouverez ci-joint un tableau reprenant les contributions du Département par axe et par action mais également d'autres documents complémentaires pour votre parfaite information.

Le Département peut être un partenaire privilégié dans la concrétisation de certaines actions prévues dans votre Plan de Mobilité Simplifié.

Lors de la mise en œuvre opérationnelle du PDMS, je vous invite à prendre contact avec la Direction des Routes et de la Maintenance et l'Unité Technique Territoriale de Metz-Orne pour définir les modalités d'intervention à proximité ou dans le domaine public routier départemental.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'expression de ma considération distinguée.

Le Président du Département



Patrick WEITEN

Madame Brigitte TORLOTING  
Communauté de communes du Sud Messin  
Madame la Présidente  
2 rue Pilâtre de Rozier  
57420 GOIN

Objet : Elaboration du PDMS de la Communauté de  
Communes du Sud Messin  
Réf. dossier : 2024\_PDMS-1-DP  
Contact : Delphine PARMENTELAT  
03 72 60 61 33 / dparmentelat@scotam.fr

Metz, le 07/02/2025

Madame la Présidente,

Le Syndicat mixte du SCoT de l'Agglomération Messine (SCoTAM) a reçu, en date du 10 décembre 2024, la notification du projet de Plan de Mobilité Simplifié (PdMS) du Sud Messin et vous en remercie. Faisant suite à votre sollicitation, vous trouverez ci-après les observations du Syndicat mixte du SCoTAM.

Le Syndicat Mixte tient à saluer la démarche d'élaboration d'un plan de mobilité simplifié à l'échelle de la Communauté de Communes du Sud Messin. Une telle initiative témoigne d'une volonté forte d'améliorer les conditions de mobilité tout en prenant en considération les spécificités locales. Cette démarche constitue également une opportunité pour renforcer la collaboration entre les acteurs locaux (collectivités, entreprises, associations) et créer un système de transport plus fluide et adapté aux besoins des usagers.

Rappel des principales orientations du SCoTAM en lien avec le PDMS

Le Document d'Orientation et d'Objectifs (DOO) du SCoTAM aborde les questions de mobilité dans une approche transversale, au sein de différentes parties à prendre en considération dans le PdMS, notamment :

- la section 8 « **Organisation des mobilités** » comprenant **11 cibles**,
- la cible 2.19 « **Aménager des cheminements piétons-vélos pédagogiques associant pratiques sportives, découverte de la biodiversité et lecture du paysage** ». L'objectif est de mettre en corrélation itinéraires cyclables et découverte des paysages et de la biodiversité.
- la cible 3.14 « **Raconter et faire connaître les paysages** ». Le principe est de mettre en valeur et promouvoir les paysages locaux en prévoyant les aménagements adéquats,
- la cible 6.4 « **Assurer une cohérence urbanisme et transport** »,
- la cible 6.5 « **Renforcer l'urbanisation autour des infrastructures de transport collectif les plus performantes** »,
- la cible 6.6 « **Mettre à profit le potentiel foncier disponible autour des gares et des pôles d'appui des transports collectifs pour favoriser le développement de l'habitat et de nouveaux services** »,
- la cible 6.7 « **Mettre en place des stratégies foncières de long terme** ». Un des objectifs de cette cible est de préserver, voire réinvestir, pour des projets de transport ou de valorisation touristique (création d'itinéraires cyclables), d'anciennes emprises ferroviaires. Concernant le territoire du Sud Messin, l'ancienne voie ferrée Metz-Château-Salins est concernée,

### Perspectives à l'échelle du plan de mobilité simplifié

Le projet de plan de mobilité simplifié transmis au Syndicat mixte apparaît en phase avec les orientations et objectifs du SCoTAM et présente des objectifs et des actions intéressantes pour encourager les mobilités au niveau du Sud Messin.

En complément, **dans le cadre de sa démarche de conseils et en vue de l'amélioration qualitative du dossier, le Syndicat mixte recommande :**

- **D'intégrer une démarche paysagère (section 3 du DOO) dans la mise en œuvre des actions**, en faveur de la qualité d'usages des espaces fréquentés et traversés, l'intégration des pôles multimodaux/aires de covoiturage/parkings-relais dans le grand paysage, la gestion des franges, l'articulation des différents espaces, la gestion des eaux pluviales via matériaux drainants et végétalisation, la gestion de l'ombrage et des îlots de chaleur, l'aménagement de parcours cyclables pratiques et agréables, le choix d'itinéraires adaptés aux déplacements quotidiens/travail et de loisirs/découverte, la diversification des sections en matière d'ambiance, de vues et de perspectives, parfois ouvertes, parfois fermées, etc.).
- De mentionner dans le PdMS, **l'itinéraire Metz-Verny-Solgne** inscrit au schéma cyclable fonctionnel du SCoTAM prévu à la cible 8.9 du DOO.
- De prévoir une **solution sécurisée pour le stationnement des 2 roues et des voitures** à la **gare de Rémilly**. L'abri à vélos existant n'étant pas fermé, il est actuellement considéré comme non sécurisé. De manière générale, il apparaît important de **réaliser des abris vélos sécurisés** dans les stations intermodales.
- D'étayer les **itinéraires sécurisés** pour piétons et modes alternatifs à la voiture visant à se rendre **aux stations intermodales de Verny et Solgne** ainsi qu'à la gare de **Rémilly**.
- De localiser de futurs points possibles d'**autopartage** et de prévoir les modalités de **communication** concernant cette pratique.
- De programmer la réalisation des **aires de covoiturage de Rémilly et Verny**.
- De décliner dans le PdMS le principe de **station intermodale** fléchées dans le DOO aux alentours de Solgne en complément de celle de Verny ou de justifier son absence dans le dossier.
- De définir des secteurs pour les **emplacements** des infrastructures de recharge de véhicule électrique (**IRVE**) afin de favoriser leur réalisation et leur visibilité.
- D'explorer et de développer la piste des **véhicules autonomes** en partenariat avec des entreprises ou des organismes spécialisés, en évaluant les avantages, les risques et la faisabilité dans le contexte local. A ce titre, le **réinvestissement des anciennes emprises ferroviaires** du territoire pourrait être intéressant pour le déploiement de l'expérimentation des véhicules autonomes (en lien avec la cible 6.7 du DOO mentionnée précédemment).
- De décliner la cible 8.5 du DOO stipulant des **actions liées au rabattement modal**, à la localisation des parcs de rabattement et aux conditions d'arrêt et de stationnement des véhicules de transport collectif près des gares.



Le Syndicat mixte indique par ailleurs que les compétences de ses urbanistes et paysagistes ainsi que les fiches actions du [Plan Paysages](#) SCoTAM sont mobilisables librement par les collectivités, les partenaires et les porteurs de projets au bénéfice de leurs plans et aménagements. Récompensée par le Ministère de la Transition écologique, de l'Energie, du Climat et de la Prévention des risques, la démarche paysagère SCoTAM poursuit sa **déclinaison au niveau des territoires** dans le cadre du Grand Prix National du Paysage 2024 et constitue un outil au service des projets.

Vous souhaitant bonne réception de la présente, je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma considération distinguée.

Henri HASSER  
Président du Syndicat mixte du SCoTAM

Signé par : Henri Hasser  
Date : 18/02/2024  
Qualité : Président





Service Stratégie Mobilités et Déplacements  
Direction de la Mobilité et des Espaces Publics  
Affaire suivie par Cyrille DENSA  
T. 03.57.88.32.66  
cdensa@eurometropolemetz.eu

Madame Brigitte TORLOTING  
Présidente  
COMMUNAUTE DE COMMUNES DU  
SUD MESSIN  
2, rue Pilâtre de Rozier  
57420 GOIN

Metz, le 3 mars 2025

**OBJET :** Plan de Mobilité Simplifié - consultation pour avis des personnes publiques associées

**REF :** DGASU-DMEP-PM-SMD/2025-02/2410

Madame la Présidente,

Par votre courrier en date du 2 décembre 2024, vous avez sollicité l'avis de l'Eurométropole de Metz sur votre projet de Plan de Mobilité Simplifié (PdMS), arrêté par une délibération du Conseil communautaire le 3 juillet 2024, ce dont je vous remercie.

L'examen de votre projet de PdMS appelle les observations suivantes :

*Au sujet des transports collectifs :*

Concernant l'action « 2.2.1 - Renforcer les échanges et le travail avec l'Eurométropole de Metz sur une coopération en matière de transports collectifs » :

- La Communauté de Communes du Sud Messin identifie l'Eurométropole comme partenaire mobilisable (tableau page 20) mais sans citer la Région Grand Est, qui doit être associée aux réflexions, et dont l'accord préalable sera indispensable à la mise en œuvre d'une liaison inter-EPCI.
- La coordination avec la Région Grand Est sera d'autant plus indispensable au regard des travaux menés sur le SERM Lorraine-Luxembourg, et plus particulièrement de la composante routière de ce projet.
- En termes de coopération inter-EPCI, l'Eurométropole ne souhaite pas multiplier la création de structures administratives dédiées, notamment en phase de construction de projets de mobilité. Aussi, je privilégierai la mise en place de conventionnements bilatéraux pour engager des démarches expérimentales dans un premier temps, et ce sous réserve de l'accord de la Région Grand Est, qui reste compétente pour les liaisons inter-EPCI.
- Pour ce qui relève du financement des lignes pénétrant le ressort territorial de l'Eurométropole, la position retenue par la collectivité à ce stade prévoit que l'EPCI voisin finance la mise en place de la ligne en rabattement sur le territoire de l'Eurométropole de Metz. En fonction des impacts mesurés sur le réseau Le Met', et notamment des besoins de renfort d'offres qui seraient rendus nécessaires par ce rabattement, l'EPCI voisin serait appelé au financement de ces derniers.

En fonction des évolutions de service, les montants concernés peuvent être importants et ne pourront pas faire l'objet de subvention de la part de l'Eurométropole. Dans ce cadre, la levée d'un Versement Mobilité à l'échelle de votre EPCI serait à même de constituer une ressource financière dédiée à cette action.

- En cas de conventionnement avec l'Eurométropole de Metz, l'extension des lignes P101 et P102 n'apparaît pas comme le scénario le plus adapté pour les usagers. Il s'agit actuellement de lignes dont les temps de parcours sont déjà très longs (près d'une heure de trajet entre le Pôle d'Echange Multimodal (PEM) et Lorry-Mardigny), et qui présentent également des taux de charges importants sur les services des heures de pointe.
- Aussi, une solution correspondant à la mise en place de navettes dédiées en rabattement sur le pôle d'échange « Costes et Bellonte » ou « P+R Faubourg » serait à privilégier. La perspective de la mise en service de la ligne METTIS C à l'horizon 2027 permettrait d'absorber plus facilement le report de vos usagers au niveau de l'arrêt Costes et Bellonte. Quel que soit le choix qui sera opéré, les questions de la tarification et de la billettique pour les usagers devront être traitées.
- Concernant la ligne P113, votre document mentionne l'existence d'une offre portée majoritairement par du Transport à la Demande (TAD). Or, depuis septembre 2024, les services de la ligne P113 ont été renforcés et rabattus à l'arrêt « Faubourg », avec une augmentation significative du nombre de courses régulières.

Concernant l'action « 2.2.2. Echanger avec la Région Grand Est concernant les lignes régulières et scolaires FLUO »

- Le document regrette la faiblesse de l'offre FLUO mais n'évoque pas la possibilité pour la Communauté de Communes du Sud Messin, de développer une offre régulière qui viendrait renforcer les lignes FLUO à l'intérieur de son périmètre.

*Au sujet du réseau cyclable :*

- La mise en œuvre d'une continuité cyclable structurante via Coin-sur-Seille est effectivement privilégiée par l'Eurométropole de Metz, notamment dans le cadre de son Schéma Directeur Cyclable en cours de révision.

*Au sujet du covoiturage :*

- L'Eurométropole de Metz reste favorable à une réflexion commune sur le sujet du covoiturage dans des conditions similaires à celles partagées avec le Pays Boulageois. Dans ce cadre, l'Eurométropole de Metz autorise la mise en œuvre de stations sur son territoire mais elle ne subventionne pas la pratique du covoiturage. L'Eurométropole a fait le choix de prioriser la construction de nouvelles aires de covoiturage le long de l'A31 ou de la RN431.

*Au sujet de la mise en œuvre de la Zone à Faibles Emissions mobilités (ZFE-m) de l'Eurométropole :*

- L'Eurométropole de Metz, territoire de vigilance, devait mettre en œuvre une Zone Faibles Emissions mobilité à compter du 1er janvier 2025, conformément aux dispositions de la loi Climat et Résilience du 22 août 2021. La définition du périmètre de la ZFE-m s'est appuyée sur la carte stratégique de la qualité de l'air d'ATMO Grand Est, qui fait logiquement apparaître la prépondérance des grands axes de circulation, et en particulier l'autoroute A31, comme source de pollution au dioxyde d'azote (NO2) et aux particules fines.

Aussi, la confirmation, le 1er octobre 2024, de l'autorisation de l'Etat d'inclure l'autoroute A31 dans le périmètre de la ZFE-m de l'Eurométropole de Metz a permis de finaliser le scénario et de poursuivre l'étude réglementaire et la rédaction du projet d'arrêté.

- Ces éléments devraient être disponibles au cours du printemps, permettant ainsi d'engager la phase de concertation du public et du recueil de l'avis des Personnes Publiques Associées à partir de l'été. Le délai de mise en œuvre effective de la ZFE-M dépendra des retours de ces démarches obligatoires de concertation.



Enfin, j'ai le plaisir de vous indiquer que l'Eurométropole de Metz émet un avis favorable au projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin, et je vous remercie par avance de la prise en compte dans votre document définitif des différentes remarques formulées par ce courrier.

Je vous prie d'agréer, Madame la Présidente, l'assurance de ma considération distinguée.

Le Président



François GROSDIDIER  
Maire de Metz  
Conseiller régional du Grand Est  
Membre Honoraire du Parlement

**METZ MÉTROPOLE**

**EUROMÉTROPOLE DE METZ**

**MAISON DE LA MÉTROPOLE** ■ 1 Place du Parlement de Metz ■ CS 30353 ■ 57011 METZ CEDEX 1

T. 03 87 20 10 00 ■ F. 03 57 88 32 68 ■ [eurometropolemetz.eu](http://eurometropolemetz.eu) ■    

**Horaires d'ouverture : du lundi au jeudi de 8h à 12h30 et de 13h30 à 18h – le vendredi 8h à 12h30 et 13h30 à 17h**

Tout courrier émanant ou traité par Metz Métropole fait l'objet d'un enregistrement sur support informatique à l'usage exclusif de Metz Métropole et de ses partenaires pour l'accomplissement de ses missions. La durée maximale de conservation est confirmée à la  
Durée d'Utilité Administrative. Conformément à la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée, vous disposez d'un droit d'accès et de rectification des données personnelles vous concernant. Ce droit s'exerce par demande écrite adressée à Metz Métropole.

Date : 29/01/2025

Numéro : 07/29/01/2025

L'an deux mil vingt cinq à dix-neuf heures le vingt-neuf janvier

Sous la présidence de : **Patrick ANGELAUD, maire de la commune**

## NOMBRES DE MEMBRES

Présent au Conseil	En exercice	Qui ont pris part à la délibération
06	09	06

Le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances

Présents : Ms Patrick ANGELAUD, Angel MIDENET, Jérôme CLOIX, Mmes Anne BASTIEN, Annelise KLEIN, Ms Christian BROUANT,

Absents excusés :

Procurations :

Absents : Mme Alexandra DIBLING-HAUS ; M. Alexandre LECLERC ; M. Eric CAILOTTO

Secrétaire(s) : Mr Angel MIDENET

Envoyé en préfecture le 03/02/2025

Reçu en préfecture le 03/02/2025

Publié le

ID : 057-215700204-20250129-2025DCM07\_2901-DE

Date de la convocation

22 janvier 2025

Date d'affichage

03/02/2025

Objet de la délibération

**Avis projet de plan de mobilité simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin**

Acte rendu exécutoire  
après dépôt en Préfecture

Le 3 février 2025

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

VU les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Remarques / propositions

Délibération votée à l'unanimité des membres présents

Fait et délibéré en séance, les jours, mois et an susdits.

Certifié exact pour extrait conforme

Le Maire

Patrick ANGELAUD



-----  
**MAIRIE de AUBE**  
**57580**



# EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS

**délibération :  
D\_2025\_2\_6**

L' an deux mille vingt cinq, le mardi 18 mars à 20 h 00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire Salle l'Auboise, RD71 à AUBE, sous la présidence de Monsieur MOULON Jean-Christophe, .

Nombre de conseillers en  
exercice : 10

Date de convocation du : 11 Mars 2025

Présents : 8

**Présents** : Monsieur MOULON Jean-Christophe, Monsieur BOY-LOUSTAU Jean-Marie, Monsieur BROUANT José, Monsieur SIROU Frédéric, Madame PARACIEY Muriel, Monsieur FORNITO Eric, Madame BLANCHOT Jeannette, Madame DROUET Stéphanie

Votants : 8

**Absent(s)** : Monsieur BARBA Damien, Monsieur DI CHIARA Régis

**Objet : Avis sur le projet de  
mobilité simplifié de la  
Communauté de Communes du  
Sud Messin**

**Excusé(s) :**

**Secrétaire de Séance** : Madame Laetitia JEDAR

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n  2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM)   partir du 1er juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

VU les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

CONSIDERANT que le Plan de Mobilité Simplifié défini une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

CONSIDERANT que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, à l'unanimité, émet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

**Pour : 8 Contre : 0 Abstention : 0**

Envoyé en préfecture le 20/03/2025

Reçu en préfecture le 20/03/2025

Publié le

ID : 057-215700378-20250318-03S20250318D006-DE

Emis le 18/03/2025, transmis en préfecture et rendu exécutoire  
le

Le Maire d'Aube,  
Jean-Christophe MOULON

Envoyé en préfecture le 20/03/2025

Reçu en préfecture le 20/03/2025

Publié le

ID : 057-215700378-20250318-03S20250318D006-DE



**REPUBLIQUE FRANCAISE**  
**Département de la MOSELLE**  
**Arrondissement de Metz-Campagne**  
**COMMUNE DE BECHY**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SEANCE DU 13 DÉCEMBRE 2024**  
**Sous la Présidence de M. Gilles DROUIN**

Conseillers en fonction :	13	<u>Présents</u> :	DROUIN Gilles, ANDRÉ Éric, FENUS Jonathan,
Conseillers présents :	08		ARCADE Pierre, MEHUL Nicolas, POTIER Benjamin,
Conseillers représentés :	05		AUBAILLY Jean-Michel, LAMBLIN-GEHIN Fanny
Conseillers votants :	13	<u>Procurations</u> :	BEURTON Murielle à DROUIN Gilles,
			ZIMMERMANN Gaël à POTIER Benjamin, VISCAT Priscilla à
Date de la convocation :	06.12.2024		ARCADE Pierre, BOUR Franck à AUBAILLY Jean-Michel,
Date d'affichage :	16.12.2024		ANTON Sébastien à ANDRÉ Éric
		<u>Secrétaire de séance</u> :	ANDRÉ Éric

*M. Le Maire informe le Conseil Municipal de la démission de M. Frédéric STEGNER reçue le 11 décembre 2024 par mail et transmise à la préfecture le 11 décembre 2024. Le quorum étant atteint, Monsieur Éric ANDRÉ est désigné secrétaire de séance.*

**33 – 5.7 : Communauté de Communes du Sud Messin – Plan de Mobilité Simplifié**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM.

Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1er juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

Envoyé en préfecture le 16/12/2024

Reçu en préfecture le 16/12/2024

Publié le 16/12/2024

ID : 057-215700576-20241213-DCM33\_2024-DE

**Considérant** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**Considérant** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

- EMET un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

Vote : Pour 8+5 – Contre – Abstention

Pour extrait conforme,  
Béchy, le 13.12.2024

Le maire,  
M. Gilles DROUIN

Le secrétaire de séance,  
M. Éric ANDRÉ



Envoyé en préfecture le 16/12/2024

Reçu en préfecture le 16/12/2024

Publié le 16/12/2024

ID : 057-215700576-20241213-DCM33\_2024-DE

Département de la Moselle

REPUBLIQUE FRANCAISE

Arrondissement de Metz

**Commune  
de  
BEUX**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 19 décembre 2024**

Date de la convocation : 12 décembre 2024

Date d'affichage de la convocation : 12 décembre 2024

Date de publication des délibérations 20 décembre 2024

Nombre de membres afférents au conseil : 11

Nombre de membres en exercice : 10

Nombre de membres présents : 8

Nombre de procuration(s) : 1

**Présents** (dans l'ordre du tableau) : Mesdames et Messieurs Bernard GUITTER, François-Xavier GALL, Isabelle DELAIRE, Laurent HEISS, Christine MERTENS, Yoann BECHDOLFF, ~~Maxime KELPIN~~, Caroline BLANC, Nicolas SCHOUBRENNER et Julien PIDOLLE.

Les personnes dont le nom est barré sont reportées ci-dessous avec la mention éventuelle d'excuse et/ou de procuration.

**Excusés** : Isabelle DELAIRE excusée, Maxime KELPIN excusé avec procuration à Julien PIDOLLE

*Madame Christine MERTENS est désignée secrétaire de séance.*

**18-24-5.7 : Avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

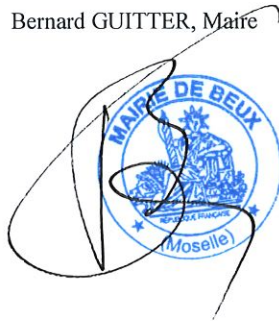
**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré**

- **Emet un avis favorable** au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

**Résultat du vote : Unanimité des présents**

Fait et délibéré à BEUX, le 19 décembre 2024  
Tous les membres présents ont signé au registre  
Pour extrait certifié conforme  
A BEUX, le 19 décembre 2024

Bernard GUITTER, Maire



COMMUNE de CHANVILLE

**EXTRAIT DU REGISTRE**  
**DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**Séance du 13 décembre 2024**

Date de convocation : 06.12.2024

Date d’Affichage : 17.12.2024

Nombre de membres :

- élus : 10

- en exercice : 10

- présents : 6

Présents (dans l’ordre du tableau) : Jean-François HESSE, Philippe SCHAMBIL, Alain FERY, Michelle HELVIC, Romain DEPIERREUX, François LEROND

Absente excusée : Yves MARTIN, Sophie PEAN, Alexandre BERENGER, Stéphanie SCHNEIDER,

sous la Présidence de M. Jean-François HESSE, Maire

**20.2024 DELIBERATION PORTANT AVIS AU PROJET DE PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD MESSIN**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d’un accompagnement personnalisé de l’Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s’est traduit par l’apport d’un concours humain et financier pour la réalisation d’une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l’étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d’un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d’une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d’un plan d’actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d’orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l’article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d’élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d’Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1er juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

VU les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu’une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l’importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

CONSIDERANT que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

CONSIDERANT que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité, émet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

Fait et délibéré à CHANVILLE, le 13 décembre 2024

Tous les membres présents ont signé au Registre

Pour extrait certifié conforme,  
CHANVILLE, le 13 décembre 2024  
Jean-François HESSE, Maire de CHANVILLE



COMMUNE DE CHERISEY

Nombre de membres : afférents au Conseil 11 en exercice 10 qui ont délibéré 08  
Date de la convocation : 14/12/2024 Date d'affichage : 19/12/2024

### Séance du mercredi 18 décembre 2024

L'an deux mille vingt-quatre, le dix-huit décembre, à 20h00, les membres composant le conseil municipal de Chérissey légalement convoqués le 14 décembre 2024, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle de mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire Robert THOMAS.

**Etaient Présents (8)** : THOMAS Robert, MOSCHEL David, DAMIEN Benoît, QUENETTE Maxime, HENRION Marie-Paule, PARDONNET Jean-Michel, MEUNIER Damien, BICKELMANN Mathieu.

**Etaient absents** : - **Etaient absents excusés** : JOLY Didier, WILLEMIN Anaïs.

**Secrétaire de séance** : Monsieur Damien MEUNIER, en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné par le conseil municipal pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

#### **DL-2024\_05-6 : AVIS PROJET DE PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD MESSIN**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

.../...



Envoyé en préfecture le 03/01/2025

Reçu en préfecture le 03/01/2025

Publié le

ID : 057-215701392-20241218-DL202405060000-DE

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec 7 voix pour, 0 voix contre et 1 abstention (M. MOSCHEL David) Emet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an susdits

Suivent les signatures,

- POUR EXTRAIT CERTIFIE CONFORME -

Le 19 décembre 2024

Le Maire : Robert THOMAS



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture.

Séance du 10 février 2025.

L'an deux mille vingt-cinq

et le dix février

à vingt heures trente

le Conseil Municipal de cette Commune, régulièrement convoqué, s'est réuni  
au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances,  
sous la présidence de : **M. Gilles VAVRILLE**

Présents :

MM. VAVRILLE, ALBERT, BRIAND, LAURENT et PERRIN et Mmes BAUMANN,  
MULLER STRECKER et SCHANG.

Absents excusés :

M. CAUWET qui a donné procuration à M. LAURENT, Mme BAILLEUL qui a  
donné procuration à Mme SCHANG, M. WEBER qui a donné procuration à  
M. VAVRILLE, Mme CHOLEY qui a donné procuration à Mme MULLER  
STRECKER, M. CHENOT, Mme CIURLEO et Mme VIMBERT.

Secrétaire(s) : Laurence SCHANG

**(5.7) CCSM : Plan de mobilité simplifié :**

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré et à l'unanimité (12 pour), émet un  
avis favorable sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié proposé par la  
Communauté de Communes du Sud Messin.

Acte rendu exécutoire après dépôt en  
Préfecture

le .

et publication,

du .

ou notification

du .

Pour extrait conforme.  
Fleury, le 11 février 2025.  
Le Maire,



DEPARTEMENT DE LA MOSELLE

REGISTRE

DES DELIBERATIONS DU CONSEIL  
MUNICIPAL

COMMUNE DE FOVILLE



Nombre de membres : afférents au Conseil 7 en exercice 6 qui ont délibéré 6

Date de la convocation : 27 janvier 2025 Date d'affichage : 01 février 2025

**Séance du vendredi 31 janvier 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le 31 janvier, à 20h00, les membres composant le conseil municipal de Foville légalement convoqués le 27 janvier 2025, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle de mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire Jean-Luc ETIENNE.

**Etaient Présents (6) :** Jean-Luc ETIENNE, Alexandre LA LOGGIA, Philippe LALLEMENT, Bruno HEIM, Patrick SPANNAGEL, Marcelle LOUIS.

**Etaient Absents :** -

**Etaient Absents excusés :** -

**Secrétaire de séance :** Monsieur Patrick SPANNAGEL, en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné par le conseil municipal pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

**DL-2025\_01-1 : AVIS PROJET DE PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD MESSIN**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec 6 voix pour,

Emet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

Fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an susdits

Suivent les signatures,

- POUR EXTRAIT CERTIFIÉ CONFORME -

Le 01 février 2025

Le Maire : Jean-Luc ETIENNE



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture.

DÉPARTEMENT DE LA MOSELLE  
ARRONDISSEMENT DE METZ  
CANTON DE FAULQUEMONT

**COMMUNE DE GOIN**

EXTRAIT DU PROCÈS-VERBAL DES DÉLIBÉRATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DU VENDREDI 27 DECEMBRE 2024

**NOMBRE**

de conseillers en exercice : 9  
de présents : 6  
de votants : 6

**OBJET**

**PROJET de PDMS (PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ)**  
**de la COMMUNAUTÉ de COMMUNES du SUD MESSIN**  
**AVIS du CONSEIL MUNICIPAL**

L'an deux mil vingt-quatre, le 27 décembre, à vingt heures trente, le Conseil Municipal de la Commune de GOIN étant réuni en Mairie de GOIN, après convocation légale, sous la présidence de M. REMY Jean-Marc, Maire.

Etaient présents : Mmes DAMIEN Arlette ; PELTRE Martine ; M.M. REMY Jean-Marc ; MORHAIN Gérard ; VULVERT Bruno ; CORVISIER Jacky.

Etaient absents excusés : Mmes BERTIN Hélène ; GODEFERT Isabelle ; M. BIDON Fabrice.

Madame Arlette DAMIEN a été nommée Secrétaire de séance.  
Le Maire certifie que le compte-rendu de cette délibération a été affiché à la porte de la Mairie le 31 décembre 2024 et que la convocation avait été faite le 20 décembre 2024.

**PROJET de PDMS (PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ)**  
**de la COMMUNAUTÉ de COMMUNES du SUD MESSIN**  
**AVIS du CONSEIL MUNICIPAL**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM.

Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan De Mobilité Simplifié (PDMS), véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

**Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024.** Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du

forum des mobilités ainsi que d'un **plan d'actions**, autrement dit **la feuille de route mobilité de la CCSM**, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le **Code Général des Collectivités Territoriales** ;

**VU** la Loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du **Code des Transports** définissant les modalités d'élaboration du **Plan De Mobilité Simplifié** ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de **Plan De Mobilité Simplifié** de la **Communauté de Communes du Sud Messin** ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du **Code des Transports**, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de **Plan De Mobilité Simplifié**, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des **Collectivités Locales** dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le **Plan De Mobilité Simplifié** définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la **Communauté de Communes du Sud Messin** ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la **Communauté de Communes** de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

**le Conseil Municipal**, après en avoir délibéré, émet à l'unanimité :

**un avis favorable** au **Plan De Mobilité Simplifié** de la **Communauté de Communes du Sud Messin**.

**FAIT ET DÉLIBÉRÉ LES JOUR, MOIS ET AN SUSDITS.**  
**POUR EXTRAIT CONFORME**

**LE MAIRE**  
**Jean-Marc REMY**





Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 057-215704222-20250211-D\_2025\_1\_11-DE



Mairie de Louvigny  
Département de Meuse  
Arrondissement de Metz-Campagne

**EXTRAIT DE REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**DE LA COMMUNE LOUVIGNY  
57420**

**délibération :  
D\_2025\_1\_11**

L' an deux mille vingt cinq, le mardi 11 février à 20 h 00, le Conseil Municipal dûment convoqué, s'est réuni en séance ordinaire mairie de LOUVIGNY, 2 rue du Pré Joli à LOUVIGNY, sous la présidence de Madame TORLOTING Brigitte, Le Maire.

Nombre de conseillers en  
exercice : 14

Date de convocation du : 05 Février 2025

Présents : 11

**Présents :** Madame LAPOINTE Jocelyne, Madame TORLOTING Brigitte, Madame DESHAYES Agnès, Madame SOL Sylviane, Monsieur SUTTER Serge, Madame DUBEAU Emilie, Monsieur HANRY Joël, Monsieur KERCKHOVE Emmanuel, Monsieur L'HUILLIER Benjamin, Monsieur PONS Emmanuel, Madame DAMIEN Véronique

Votants : 13

**Objet : projet de Plan de  
Mobilité Simplifié (PDMS).**

**Pouvoirs :**  
Monsieur SADLER Rémy a donné pouvoir à Madame DUBEAU Emilie  
Monsieur PAULOIN Pierre a donné pouvoir à Madame DESHAYES Agnès

**Absent(s) :**

**Excusé(s) :** Monsieur GUTHMULLER Anthony, Monsieur SADLER Rémy, Monsieur PAULOIN Pierre

**Secrétaire de Séance :** Madame Sylviane SOL

**AVIS PROJET DE PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD MESSIN**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1er juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrétant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

VU les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

CONSIDERANT que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

CONSIDERANT que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Envoyé en préfecture le 17/03/2025

Reçu en préfecture le 17/03/2025

Publié le

ID : 057-215704222-20250211-D\_2025\_1\_11-DE

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;  
Remarques / propositions (s'il y en a)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec 13 voix  
Emet un avis positif au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

**Pour : 13 Contre : 0 Abstention : 0**

Pour extrait conforme,  
Louvigny le

Emis le 11/02/2025, transmis en sous-préfecture et  
rendu exécutoire le

Le Maire :  
Brigitte TORLOTING



Département  
de la Moselle

Arrondissement  
de Metz

Nombre de membres afférents  
au conseil : 15

Nombre de membres  
en exercice : 14

Nombre de membres  
présents : 10

Nombre de procurations : 1

Convocation : 09/12/2024

## **COMMUNE DE LUPPY**

### **EXTRAIT DU PROCES -VERBAL DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

Séance du 16 décembre 2024  
Sous la présidence de M. Hervé BELLOY

Etaient présents : Christian CHOLEY – Pascal MARCHAL – Michel MARTIN – ~~Pierre LAUVRAY~~ – ~~Éric JEANMOUGIN~~ – Sébastien CITERLÉ – Sébastien GASCARD – Cédric HINSCHBERGER – ~~Danielle CAMPO~~ – François MACLOT – Amélie MALMONTÉ – Christine MÉGLY – Christian JEANDEMETZ

*Les personnes dont le nom est barré sont absentes ou excusées et reportées ci-dessous*

Excusés : Pierre LAUVRAY excusé avec procuration à Pascal MARCHAL – Éric JEANMOUGIN excusé – Sébastien CITERLÉ absent – Danielle CAMPO excusée

Mme Christine MÉGLY est désignée secrétaire de séance.

### **N° 21/2024/5.7 : Avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

**Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré**

- **Emet un avis favorable** au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

**Résultat du vote : Unanimité des présents**

Fait et délibéré à LUPPY, le 16 décembre 2024

Pour extrait certifié conforme

A LUPPY, le 16 décembre 2024



**COMMUNE  
DE  
PAGNY LES GOIN**

57420



**EXTRAIT DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
DE LA COMMUNE  
DE PAGNY LES GOIN  
57420**

Membres afférents :  
Au Conseil Municipal 11  
Membres en exercice 11  
Membres présents 11  
Ont pris part au vote 11

Convoqués le 4 décembre 2024  
Affiché le 4 décembre 2024

Le dix sept décembre deux mil vingt-quatre, à vingt heures et trente minutes

le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :  
Frédéric REICHELT, Maire.

**Etaient présents**

Catherine ABOU, Jennifer NALEPA, Marise MORHAIN, Sylvie HOLLER, Laurent LAPOINTE, Michel GROSDIDIER, Jérôme LOUYOT, Pascal GOERLINGER, Christophe CIRÉ ? Gilles DEMANGET

**Etai(en)t excusé(s) :**

**N°24.2024 : Avis sur projet de Plan Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin :**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, approuvant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec 11 voix POUR

Emet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

Pour extrait conforme,

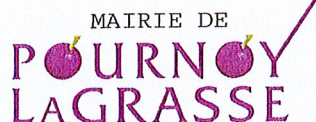
A Pagny-lès-Goin, le 17 décembre 2024

Le Maire,

Frédéric REICHELT







**EXTRAIT DU  
DES DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
REUNION DU 13 JANVIER 2025**

Envoyé en préfecture le 16/01/2025

Reçu en préfecture le 16/01/2025

Publié le

ID : 057-215705542-20250113-202503-DE

Les membres du Conseil Municipal se sont réunis à la mairie de Purnoy-la-Grasse le lundi 13 janvier 2025 à 19h00 suite à la convocation adressée par Monsieur le Maire le 7 janvier 2025 pour la tenue d'une session ordinaire.

**Présents :** Messieurs PALMIERI Socrate, BEAUCOURT Fabian, BERNARD Didier, HERBIBO Yann, MEUX Éric, WIERZBICKI Sébastien

Mesdames HUMBERT Marie-Line, MOLINARO Mireille, NOIROT Laure, ROY Aurélie

**Absents excusés :** KLOTZ Norbert (procuration à BERNARD Didier), LELIEVRE Sandrine (procuration à HUMBERT Marie-Line), RIMLINGER Florence (procuration à MOLINARO Mireille).

**Secrétaire de Séance :** ROY Aurélie

**DCM 2025 / 03**

**AVIS PROJET DE PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ DE LA COMMUNAUTÉ DE COMMUNES DU SUD MESSIN**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

VU les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.



**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré,

Emet un avis favorable, à l'unanimité, au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

**Pour extrait certifié conforme**  
**Pournoy-la-Grasse, le 13 janvier 2025**

**Le Maire,**  
**Socrate PALMIERI**





Conseiller	Présence	Représenté par	Conseiller	Présence	Représenté par
CATTAL Frédéric	Présent(e)		MAOT Christine	Présent(e)	
DIDOT François	Présent(e)		MATHIEU Jennifer	Pouvoir	POINSIGNON Philippe
FERRY Maurice	Présent(e)		LOUDIN Jean-Yves	Présent(e)	
FLEUR Aurélie	Présent(e)		POINSIGNON Philippe	Présent(e)	
HOELLINGER Bernard	Présent(e)		PORTENSEIGNE Agnès	Présent(e)	
HOUZELLE Valérie	Présent(e)		SACCANI Jean-Luc	Excusé(e)	
IVARS Florence	Pouvoir	OSTROGORSKI Philippe	SCHARFF Chloé	Absent(e)	
KIEFFER Jean-François	Excusé(e)		THIRIAT Bernard	Présent(e)	
LAPOINTE Astrid	Présent(e)		WEISBECKER Sylvie	Présent(e)	

Conseillers en fonction : 19

Membres présents (Maire compris) : 14

Conseillers représentés : 2

Conseillers excusés : 2

Conseillers absents : 1

Date de la convocation : 19 février 2025

Secrétaire de séance : Stéphane LIETZ (article L 2541-6 du CGCT)

Nombre de votants : 16

Quorum atteint : Oui

#### N° 1. Projet de plan de mobilité simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

Nomenclature des actes télétransmissibles en Préfecture : [8.4 Aménagement du territoire](#)

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié (PDMS), véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

VU le Code Général des collectivités territoriales ;

VU la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

VU l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

VU la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

VU la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

VU les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

CONSIDERANT que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

CONSIDERANT que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

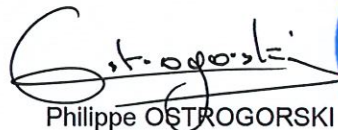
Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et quinze actions opérationnelles ; Madame Aurélie FLEUR émet l'idée qu'un transport collectif entre les principales communes (Rémilly, Solgne et Verny) pourrait être envisagé durant les petites vacances scolaires (pendant lesquelles le périscolaire n'est ouvert qu'une semaine sur deux), afin de mutualiser les périscolaires.  
Madame Agnès PORTENSEIGNE fait remarquer qu'une zone de covoiturage pourrait être envisagée sur la Zone des 5 Epis.

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré, émet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

Avis émis à :

Voix pour :	14
Voix contre :	1 (Jean-Yves OUDIN)
Abstention(s) :	1 (Maurice FERRY)

Pour extrait conforme  
Rémilly, le 25 février 2025  
Le Maire,

  
Philippe OSTROGORSKI







**REPUBLIQUE FRANCAISE**

**Département de la Moselle**

**COMMUNE DE SOLGNE**

**EXTRAIT DU REGISTRE  
DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL**

**SESSION ORDINAIRE**  
Séance du 19 décembre 2024

L'an deux mil vingt-quatre et le dix-neuf décembre à 20 heures 00, les membres du Conseil Municipal, légalement convoqués, se sont réunis en séance publique ordinaire, dans la salle du Conseil Municipal de la Mairie, sous la présidence de Monsieur Jean STAMM, Maire.

Nombre de Conseillers Municipaux en exercice : 15  
Date de la convocation : 13.12.2024

Membres présents : 13

Céline BANNWARTH, David CELESTINI, Emilie FABRE, Xavier FENOT, Jean-François FICARRA, Déborah FUSARI, Patrick GRYSAN, Philippe OCHEM, François SIEGEL, Jean STAMM, Mariline THIEBAUT, Edwige TUAKLI, Francine WALZER.

Membres excusés : 02

Jean-Claude BROUANT (procuration à Francine WALZER), Aurélie FENOT (procuration à Emilie FABRE).

Secrétaire de séance : Laurence OVIS

**N° 48/2024 : PLAN DE MOBILITÉ SIMPLIFIÉ DE LA CC DU SUD MESSIN. (8.4)**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de Mobilité Simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

Envoyé en préfecture le 17/01/2025

Reçu en préfecture le 17/01/2025

Publié le 20/01/2025

ID : 057-215706557-20241219-202448-DE

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

**Le conseil municipal, après en avoir délibéré,**

**EMET UN AVIS FAVORABLE** au Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

**Adopté à l'unanimité des membres présents et représentés.**

Fait et délibéré les jour, mois et an susdits.

Pour extrait certifié conforme,

Le Maire,

Jean STAMM



Envoyé en préfecture le 17/01/2025  
Reçu en préfecture le 17/01/2025  
Publié le 20/01/2025  
ID : 057-215706557-20241219-202448-DE



**SEANCE DU 17 JANVIER 2025**

**EXTRAIT DU REGISTRE DES  
DELIBERATIONS  
DU CONSEIL MUNICIPAL  
SEANCE EXTRAORDINAIRE**

Membres afférents :

Au Conseil Municipal	11
Membres en exercice	8
Membres présents	7
Ont pris part au vote	8

Le Conseil Municipal de cette commune, régulièrement convoqué, s'est réuni au nombre prescrit par la loi, dans le lieu habituel de ses séances, sous la présidence de :

Hervé MARTIN, Maire.

Convocation expédiée et  
affichée le 14/01/2025

**Etaient présents :** Mme PETITÉTIENNE Véronique, JACQUOT Géraldine, GIRARD Catherine Mrs GIRARDIN Julien, LÉONARD Maurice, HOUZELLE Christian, MARTIN, Hervé.

**Étai(en)t absent (e)(s) :**

THIL Alexandre donne procuration à GIRARDIN Julien

**Secrétaire de Séance :** GIRARD Catherine

**Délibération n° 2025-02 - code 5.7 Avis projet de plan de mobilité simplifié de la communauté de communes du Sud Messin**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Envoyé en préfecture le 21/01/2025

Reçu en préfecture le 21/01/2025

Publié le

ID : 057-215706714-20250117-DEL202502-DE

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les  
qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opéra

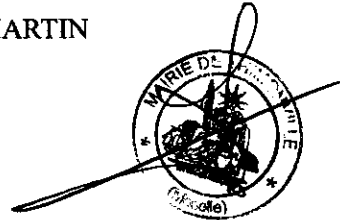
Remarques / propositions (s'il y en a)

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré à l'unanimité

Emet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin

Fait et délibéré le 17 janvier 2025

Le Maire, Hervé MARTIN



## DÉLIBÉRATION N° 2025/006

Département de la Moselle  
Arrondissement de METZ

### COMMUNE de VERNY

#### Nombre de Conseillers :

En exercice : 19  
Présents : 18  
Votants : 19

Extrait du procès-verbal des délibérations du Conseil Municipal

*Séance du 03 février 2025 - Convocation du 30 janvier 2025*

*Sous la présidence de Monsieur NICOLAS Victorien*

*Conformément à l'article L.2541-6 du Code Général des Collectivités  
Territoriales applicable en Alsace-Moselle, Madame MICHEL Véronique est  
nommée secrétaire de séance.*

<b><u>Présents</u></b>	Mesdames ZIEGER Corinne, PERRIN Marie-France, ROTTIER Colette, HASSE Isabelle, COLETTI Marie, DUPRAZ-OMARI Anne-Laure, NEUSCHWANDER Anne-Françoise, MAIRET Anne-Sophie  Messieurs NICOLAS Victorien, VALENTIN François, JRAD Mohamad, XOLIN Joël, SAUTREAU Jean-Marc, VUILLAUME Stéphane, PADE Johan, MONTEIRO Charles, BILLET David, NOIROT Pierre
<b><u>Excusés</u></b>	Mélanie ADÈLE-PERREY, procuration à Corinne ZIEGER
<b><u>Absent</u></b>	/

#### **Point 6 1- Plan de Mobilité Simplifiée de la Communauté de Communes du Sud Messin (PdMS)**

*Rapporteur Monsieur le Maire*

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PdMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

**CONSIDÉRANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDÉRANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PdMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

**Le conseil municipal après en avoir délibéré décide à l'unanimité des membres présents ou représentés :**

**D'ÉMETTRE** un avis favorable au Plan de Mobilité Simplifiée de la Communauté de Communes du Sud Messin.

Fait et délibéré à Verny, les jours, mois et an susdits

Pour extrait conforme :

Verny, le **03 février 2025**

Le Maire

Victorien NICOLAS  
Vice-Président de la CC du SUD MESSIN

## REGISTRE

## DES DELIBERATIONS DU CONSEIL MUNICIPAL



## COMMUNE DE VULMONT

Nombre de membres : afférents au Conseil 7 en exercice 6 qui ont délibéré 5

Date de la convocation : 19 mars 2025

Date d'affichage : 26 mars 2025

**Séance du mardi 25 mars 2025**

L'an deux mil vingt-cinq, le vingt-cinq mars, à 18h30, les membres composant le conseil municipal de Vulmont légalement convoqués le 19 mars 2025, conformément aux dispositions de l'article L.2121-10 du code général des collectivités territoriales, se sont réunis dans la salle de mairie, sous la présidence de Monsieur le Maire Patrice THIEBAUD.

**Etaient Présents (5) :** Patrice THIEBAUD, Jean-Luc FELTIN, Romain KELLER, Marceau Albert NIDERLEIDNER, Patrick BUCHMANN.

**Etaient absents :** François WIRBEL.

**Etaient absents excusés :** -

**Secrétaire de séance :** Monsieur Romain KELLER, en conformité avec l'article L.2121-15 du code général des collectivités territoriales, a été désigné par le conseil municipal pour remplir les fonctions de secrétaire de séance, fonctions qu'il a acceptées.

Lecture et approbation de la dernière séance.

**DL-2025\_06-1 : AVIS PROJET DE PLAN DE MOBILITE SIMPLIFIE DE LA COMMUNAUTE DE COMMUNES DU SUD MESSIN**

La Communauté de Communes du Sud Messin a bénéficié d'un accompagnement personnalisé de l'Agence Nationale de la Cohésion des Territoires (ANCT) pour lancer une nouvelle dynamique dans le cadre de sa prise de compétence AOM. Cet accompagnement s'est traduit par l'apport d'un concours humain et financier pour la réalisation d'une étude multithématique sur les mobilités. Confiée à la société INDDIGO, l'étude a par la suite évolué en Plan de Mobilité Simplifié, véritable document de planification visant à définir une stratégie de mobilité adaptée aux enjeux du territoire et aux besoins de la population.

Le projet de PDMS a été arrêté lors du Conseil Communautaire du 3 juillet 2024. Ce projet fait état d'un diagnostic des mobilités du Sud Messin, d'une synthèse des enjeux et du forum des mobilités ainsi que d'un plan d'actions, autrement dit de la feuille de route mobilité de la CCSM, qui est le résultat de plusieurs phases de travail engagées en janvier 2023.

**VU** le Code Général des collectivités territoriales ;

**VU** la loi n° 2019-1428 du 24 décembre 2019 d'orientation des mobilités, et notamment sa section relative à la planification en matière de mobilité de personnes et de transport de marchandises ;

**VU** l'article L1214-36-1 du Code des transports définissant les modalités d'élaboration du Plan de mobilité simplifié ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 25 mars 2021, dotant la communauté de communes du Sud Messin de la compétence d'Autorité Organisatrice de la Mobilité (AOM) à partir du 1<sup>er</sup> juillet 2021 ;

**VU** la délibération du conseil communautaire du 3 juillet 2024, arrêtant le projet de Plan de Mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**VU** les articles L1214-36-1 et R1214-12 du Code des Transports, qui stipulent qu'une période de trois mois est accordée aux conseils municipaux pour exprimer leur avis sur le projet de Plan de Mobilité Simplifié, soulignant l'importance de la consultation et de la participation des collectivités locales dans le processus décisionnel et la mise en œuvre des politiques de mobilité durable.

Envoyé en préfecture le 04/04/2025

Reçu en préfecture le 04/04/2025

Publié le

ID : 057-215707373-20250325-DL202507010000-DE

**CONSIDERANT** que le Plan de Mobilité Simplifié définit une feuille de route des mobilités adaptée aux enjeux de la Communauté de Communes du Sud Messin ;

**CONSIDERANT** que ce document de planification des mobilités doit permettre à la Communauté de Communes de lancer une nouvelle dynamique sur les mobilités grâce à la mise en œuvre des actions inscrites ;

Après avoir examiné le projet de PDMS, comprenant un diagnostic territorial, les enjeux de mobilité identifiés, ainsi qu'un plan d'actions articulé autour de quatre axes stratégiques et 15 actions opérationnelles ;

Le Conseil Municipal, après en avoir délibéré avec **5** voix pour,

Emet un avis favorable au Plan de mobilité Simplifié de la Communauté de Communes du Sud Messin.

Ainsi fait et délibéré en Mairie, les jour, mois et an susdits

au registre sont les signatures,

pour copie conforme, Vulmont le 26 mars 2025

**Le Maire :**

**Patrice THIEBAUD.**



Acte rendu exécutoire après dépôt en Préfecture.